SNESUP FSU

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fortes mobilisations dans les universités
Le compte n'y est pas, le ministère doit répondre à la colère de la communauté universitaire !

Depuis deux mois les universités sont mobilisées en continu dans un silence médiatique qui questionne ! Partout les personnels et les étudiant·es font entendre leurs voix de diverses manières (AG, rassemblements, occupations, blocages, manifestations, universités populaires…). Les revendications étudiantes sont nationales et rejoignent en grande partie celles portées par les personnels (droit à la poursuite d'études, suppression de Parcoursup et Mon Master avec création de places dans les formations supérieures publiques, revalorisation des bourses, refus de l'augmentation des droits d'inscription, suppression des droits différenciés pour les étudiant·es extracommunautaires…). Elles sont parfois aussi adaptées aux réalités locales (lutte contre la mainmise d'une entreprise sur un établissement, moyens pour les missions égalité, financements de travaux, remise à plat d'emplois du temps…). À Montpellier les étudiants et les personnels mobilisés ont gagné la dénonciation de la convention avec TotalEnergies signée en juin. Dans quelques établissements, des pistes émergent pour contourner Bienvenue en France et ses droits différenciés. À Nantes, les listes intersyndicales portées en partie par le SNESUP-FSU en pleine mobilisation réalisent une très belle percée aux élections des conseils centraux. Et partout, les formes collectives de travail se réinventent et s'adaptent à l'ampleur d'un mouvement que nul ne peut nier à commencer par le gouvernement qui doit avancer des réponses à la hauteur de la crise qu'il a lui-même produite.

Le SNESUP-FSU se félicite des mobilisations du 26 novembre à Paris et dans les villes universitaires qui ont réuni personnels et étudiant·es des universités pour le service public de l'ESR.

Les « annonces » du gouvernement, qui pour le ministre « ne sont pas des miettes », n'ont convaincu ni les étudiant·es ni les personnels qu'il fallait cesser la mobilisation car le compte n'y est pas. Ces annonces sont largement insuffisantes : 10 000 places dans les lycées en BTS, 4 000 places en IUT et 1 000 places en licence accès santé (LAS) avec 1 264 postes en BTS et 204 pour les IUT et les universités. Grâce à la force de la mobilisation, 5 000 places ont depuis été ajoutées en licence mais sans création de postes. Ce nombre est totalement insuffisant lorsque l'on prend en compte le fait que depuis deux ans 53 300 places ont été supprimées de Parcoursup et qu'il y a eu près de 10 000 naissances en plus entre 2007 et 2008. La réforme annoncée de Parcoursup ne suffit pas à lui ôter sa fonction sélective. Il manque toujours au minimum 150 000 places pour rendre effectif le droit à la

poursuite d'études en licence et en master. Enfin, pour le bâti universitaire, les promesses devront être tenues par le prochain gouvernement avec toutes les incertitudes que cela engendre. Avec 200 M€ pour le bâti, 37 M€ pour les mesures destinées aux étudiant·es (dont une revalorisation des bourses) et environ 13 M€ pour financer la création de postes, au total, pour l'ESR, seuls 250 M€ ont pour l'instant été concédés à ce mouvement historique. Nous attendons mieux ! Les sources de financement existent.

Après 18 journées de mobilisation nationale, plutôt que de jouer l'étouffement et le durcissement, il est temps de prendre en compte les revendications de ce mouvement inédit. Le SNESUP-FSU exige une réponse politique.

Le SNESUP-FSU condamne par ailleurs toutes les violences et leur instrumentalisation pour tenter d'affaiblir le mouvement, qu'il s'agisse du traitement infligé par le gouvernement et les forces de l'ordre aux lycéen·nes et aux étudiant·es dès le début et tout au long de la mobilisation ou qu'il s'agisse des menaces proférées à l'encontre de membres du personnel des universités ou de leur président·e.

Le SNESUP-FSU dénonce les fermetures administratives préventives, le recours systématique aux forces de l'ordre pour débloquer les bâtiments qui attisent les tensions et empêchent les discussions comme les mobilisations.

Le SNESUP-FSU appelle à rouvrir les universités pour que les débats aient lieu, et il exige la mise en place d'un dialogue sincère et respectueux avec les étudiant·es mobilisé·es et les organisations syndicales tant au niveau local que national.

Paris, 27 novembre 2026